

CÔTE D'IVOIRE

Le niveau de sécurité bondit de 77,5 % en 13 ans, mais l'État maintient l'alerte face aux nouveaux risques

GUINÉE

Tirs nourris à la prison centrale de Kaloum, Toumba Diakité enlevé ?

MALI

Moussa Mara condamné à deux ans de prison

GRAND FORMAT

*Crise du carburant
au Mali*

**SUR LES ROUTES DE L'APPROVISIONNEMENT, LA
MORT EN EMBUSCADE!**

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

11 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

17 **GRAND FORMAT - CRISE DU CARBURANT AU MALI**

Sur les routes de l'approvisionnement, la mort en embuscade!

21 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01

MALI

Affaire Moussa Mara, l'ex-Premier ministre condamné en appel à deux ans de prison dont un ferme

02

GUINÉE

Tirs nourris à la prison centrale de Kaloum, Toumba Diakité enlevé

03

CÔTE D'IVOIRE

Le niveau de sécurité bondit de 77,5 % en 13 ans, mais l'État maintient l'alerte face aux nouveaux risques

Mali : Affaire Moussa Mara, l'ex-Premier ministre condamné en appel à deux ans de prison dont un ferme

La cour d'appel malienne a tranché. L'ancien Premier ministre Moussa Mara, figure politique connue pour ses prises de position critiques ces dernières années, voit sa condamnation confirmée sans aménagement. La peine de deux ans de prison, dont un an ferme, prononcée en première instance vers la fin de l'année 2025, a été intégralement maintenue. Cette décision judiciaire referme, du moins sur le plan des recours ordinaires, un dossier sensible mêlant expression politique, justice et trajectoire d'un ancien haut responsable de l'État.

Une peine inchangée malgré l'appel

Saisie après la condamnation initiale, la juridiction d'appel a estimé que les éléments du dossier justifiaient pleinement la sanction infligée à Moussa Mara. Les juges ont validé aussi bien la durée de la peine d'emprisonnement que l'amende financière associée, rejetant toute modification de la sentence. Les faits reprochés à l'ex-chef du gouvernement concernent essentiellement des déclarations publiques et des messages diffusés dans l'espace public. Selon l'appréciation de la justice, ces prises de parole ont franchi les limites fixées par le cadre légal régissant l'expression politique.

Un dossier désormais à un tournant

Avec la confirmation du jugement en appel, les possibilités de contestation judiciaire se réduisent considérablement, à l'exception de procédures exceptionnelles prévues par la loi. À ce stade, aucune communication officielle n'indique l'intention d'engager de nouvelles démarches.

Cette affaire illustre les tensions persistantes entre expression politique et cadre judiciaire au Mali. Elle marque également une étape décisive dans la trajectoire personnelle et politique de Moussa Mara, désormais confronté aux conséquences judiciaires de ses engagements et de ses prises de position publiques.



D'un profil réformateur à une voix critique

Nommé Premier ministre en 2014, Moussa Mara s'était imposé à l'époque comme un responsable au discours réformateur. Après son départ de la primature en 2015, il est resté très présent dans le débat public, commentant régulièrement la gouvernance, la situation politique et l'évolution du pays.

Ce positionnement, de plus en plus critique à l'égard du pouvoir en place, l'a progressivement exposé à des poursuites judiciaires. La condamnation prononcée en 2025 avait marqué une rupture nette dans son parcours, transformant une figure politique active en justiciable condamné.



Guinée : Tirs nourris à la prison centrale de Kaloum, Toumba Diakité enlevé

La matinée de ce mardi 10 février a été marquée par une vive tension sécuritaire dans le centre névralgique de Conakry. Des échanges de tirs à l'arme automatique ont été signalés aux abords de la prison centrale, située dans le quartier administratif de Kaloum, provoquant inquiétude, panique et un important déploiement des forces de sécurité.

Selon plusieurs témoignages recueillis sur place, les premières détonations ont retenti peu avant 9 heures du matin. Les tirs, décrits comme nourris et continus, se sont prolongés durant plus de trente minutes, rompant le calme habituel de ce secteur stratégique de la capitale, qui abrite notamment la présidence et plusieurs institutions étatiques.

Des habitants et travailleurs du quartier racontent avoir été surpris par l'intensité des échanges. Certains évoquent des véhicules circulant à vive allure au moment des faits, tandis que d'autres affirment que des coups de feu provenaient directement de l'enceinte de l'établissement pénitentiaire. La situation a rapidement semé la confusion, poussant riverains, automobilistes et passants à chercher refuge dans la précipitation. La circulation a été fortement perturbée dans tout le périmètre de Kaloum, avec des

embouteillages soudains et des scènes de fuite observées à proximité immédiate de la prison. « Chacun essayait de se mettre à l'abri », rapporte un témoin, décrivant une atmosphère de peur généralisée.

Face à la gravité de la situation, un dispositif sécuritaire conséquent a été déployé. En fin de matinée, policiers, militaires et éléments des forces spéciales contrôlaient strictement les accès menant à la prison centrale. Un véhicule blindé était positionné devant l'établissement, témoignant du niveau d'alerte élevé. L'accès à certaines routes a été temporairement bloqué afin de sécuriser la zone.

Aux alentours de la mi-journée, le calme semblait progressivement revenir, selon des habitants du quartier, même si la présence massive des forces de



défense et de sécurité restait visible.

À ce stade, les circonstances exactes de ces tirs demeurent inconnues. Aucune déclaration officielle n'a encore été faite pour préciser l'origine des échanges, l'éventuelle implication de détenus ou de forces de l'ordre, ni pour confirmer l'existence de victimes.

Le silence des autorités entretient les interrogations, d'autant plus que l'incident s'est produit dans l'une des zones les plus sensibles de la capitale guinéenne.

Mais aux dernières nouvelles, nous apprenons de sources bien introduites, que cette situation aurait été provoquée par l'enlèvement de Toumba Diakité, ex-aide de camp de l'ancien président Moussa Dadis Camara, par des assaillants. Il purgeait dans cette prison, une peine de dix ans dans le cadre du massacre de 2009.

cet épisode ravive les préoccupations liées à la sécurité autour des sites pénitentier du pays.

Côte d'Ivoire : Le niveau de sécurité bondit de 77,5 % en 13 ans, mais l'État maintient l'alerte face aux nouveaux risques

Sous la présidence du Chef de l'État, Alassane Ouattara, le Conseil National de Sécurité (CNS) s'est réuni, jeudi 12 février 2026, au Palais de la Présidence pour examiner la situation sécuritaire du pays. Cette première session de l'année 2026 a permis de dresser un bilan global particulièrement encourageant des treize dernières années, tout en identifiant des enjeux émergents nécessitant une attention soutenue.

Une amélioration spectaculaire de l'indice de sécurité

Les conclusions présentées au Conseil mettent en évidence une évolution significative du climat sécuritaire national. L'indice moyen annuel de sécurité, qui s'établissait à 3,6 en 2012, est passé à 1,53 en 2025. Cette baisse substantielle traduit une amélioration globale de 77,5 % du niveau de sécurité sur l'ensemble du territoire.



Cette performance est le fruit d'une stratégie multidimensionnelle engagée depuis plus d'une décennie. Elle repose notamment sur :

- le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité, la modernisation des équipements et des infrastructures
- l'accroissement et la professionnalisation des effectifs, des opérations ciblées contre la grande criminalité, la délinquance juvénile et le trafic de stupéfiants
- la lutte contre les menaces terroristes dans les zones frontalières
- la répression de l'orpaillage illégal,
- la lutte contre la fuite illicite des produits agricoles vers les pays voisins.

Le Président de la République a salué l'engagement constant des forces de défense et de sécurité, soulignant leur rôle déterminant dans la consolidation de la stabilité nationale.



Sécurité routière : un défi majeur persistant

Malgré ces avancées notables, le Conseil a relevé une préoccupation majeure : la persistance d'un nombre élevé d'accidents de la circulation sur la période 2012-2025. Cette problématique constitue désormais l'un des principaux défis en matière de sécurité publique.

Le Premier ministre annoncera prochainement, en Conseil des ministres, un plan d'action d'envergure visant à réduire de manière significative la sinistralité routière. Ces mesures devraient combiner renforcement du contrôle, modernisation du cadre réglementaire, campagnes de sensibilisation et amélioration des infrastructures routières.

Pression migratoire et gestion humanitaire aux frontières

La situation aux frontières nord a également retenu l'attention du Conseil. La Côte d'Ivoire fait face à un afflux croissant de demandeurs d'asile en provenance du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali et du Ghana. Le nombre total de réfugiés et demandeurs d'asile dépasse désormais 115 000 personnes.

Face à cette pression migratoire, les autorités ont réaffirmé leur engagement à respecter les obligations internationales du pays en matière de protection humanitaire. Le Secrétaire exécutif du CNS a été chargé de poursuivre la coordination de l'enregistrement biométrique des réfugiés et de l'assistance humanitaire, en partenariat avec les organisations internationales.

Cette assistance bénéficie non seulement aux personnes déplacées, mais également aux communautés ivoiriennes d'accueil, afin de préserver la cohésion sociale. Le Conseil a par ailleurs, évoqué l'organisation de retours volontaires, à l'image de l'opération menée en collaboration avec le Ghana.

Renforcement du dispositif sécuritaire et connectivité des zones frontalières

Conscient des risques sécuritaires persistants dans la sous-région, le Chef de l'État a instruit le Chef d'État-

Major général des Armées de renforcer le dispositif sécuritaire aux frontières nord.

Le Conseil a également identifié un obstacle structurel : l'insuffisance de la couverture en réseau de communication électronique dans certaines zones frontalières, qui limite l'efficacité des opérations de surveillance et d'intervention.

À cet effet, le Président Ouattara a demandé au Gouvernement d'accélérer la mise en œuvre du Programme National de Connectivité Rurale (PNCR), destiné à étendre la couverture télécom aux zones non desservies. Il a également recommandé l'exploration de solutions technologiques innovantes, notamment les systèmes « satellite à mobile », afin d'assurer une couverture complète et rapide du territoire national.

Maintenir le cap de la stabilité

En conclusion des travaux, le Président de la République s'est félicité des progrès réalisés depuis 2012, tout en appelant à une vigilance constante. Si les indicateurs témoignent d'une amélioration substantielle de la sécurité, les défis évoluent et exigent des réponses adaptées.

L'objectif demeure inchangé : garantir durablement à toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire un environnement stable, sécurisé et propice au développement économique et social.



01 CÔTE D'IVOIRE
Côte d'Ivoire : Noix de cajou, le kilogramme recule à 400 Fcfa dans un marché mondial sous tension

02 GHANA
Crise du cacao, Accra baisse brutalement le prix payé aux producteurs face à la chute des cours mondiaux

03 CÔTE D'IVOIRE
Industrie du textile, Koné Daouda Soukpafolo, le « Roi du coton », met la main sur UNIWAX

Côte d'Ivoire : Noix de cajou, le kilogramme recule à 400 Fcfa dans un marché mondial sous tension

La campagne de commercialisation 2026 de la noix de cajou en Côte d'Ivoire s'ouvre sur un signal contrasté. Réunis à Yamoussoukro à l'occasion des Journées nationales du producteur ce week-end, les acteurs de la filière ont acté un prix bord champ de 400 francs CFA le kilogramme, soit une baisse de 25 francs CFA par rapport à la campagne précédente.

Une décision qui reflète les incertitudes actuelles du marché international, tout en cherchant à préserver l'équilibre du secteur.

Premier producteur mondial d'anacardes, avec plus de 1,4 million de tonnes de noix brutes récoltées en 2025, la Côte d'Ivoire

reste fortement exposée aux évolutions de la conjoncture mondiale. Le repli du prix s'explique d'abord par des facteurs monétaires : en un an, le dollar est passé de 620 à 565 francs CFA, réduisant mécaniquement les marges à l'exportation. À cela s'ajoute un ralentissement plus structurel de la demande internationale.

Les États-Unis, l'un des principaux marchés de destination, ont en effet réduit leurs importations d'environ 25 % l'an dernier, selon les analyses du service d'information N'kalô. Une contraction jugée préoccupante, car susceptible de perturber l'écoulement de la production ivoirienne si la tendance se prolonge dans les mois à venir.

Face à ce contexte, les autorités ont opté pour une approche qualifiée de « prudente ». Le ministre de l'Agriculture, Bruno Nabagné Koné, estime que le prix fixé permet à la fois d'assurer la vente de la récolte nationale et de protéger les revenus des producteurs, dans un environnement devenu plus volatil. Il n'exclut toutefois pas une révision à la hausse, si les conditions du marché venaient à s'améliorer, comme cela a déjà été observé lors de précédentes campagnes.



Les professionnels de la transformation se montrent également mesurément optimistes. Pour Cynthia Namoutié, directrice générale de l'usine Cilagri Cajou, le prix de 400 francs CFA constitue avant tout un plancher garanti. Son évolution dépendra ensuite du jeu de l'offre et de la demande, mais aussi de l'intervention progressive des transformateurs locaux et des exportateurs. Une dynamique concurrentielle qui, selon elle, pourrait finalement jouer en faveur des producteurs.

Ainsi, malgré un démarrage marqué par la prudence, la campagne 2026 de la noix de cajou en Côte d'Ivoire reste ouverte à des ajustements. Dans un secteur stratégique pour l'économie agricole du pays, les prochaines semaines seront décisives pour mesurer la capacité du marché à retrouver un rythme plus soutenu.



Ghana : Crise du cacao, Accra baisse brutalement le prix payé aux producteurs face à la chute des cours mondiaux

Le vent a tourné pour la filière cacao ghanéenne. Confronté à l'effondrement des cours internationaux et à une crise de liquidités sans précédent, le gouvernement du Ghana a décidé de revoir en profondeur l'organisation de son secteur phare. Première mesure choc : une baisse significative du prix payé aux producteurs.

Deuxième producteur mondial derrière la Côte d'Ivoire, le Ghana traverse une zone de turbulences. Le prix à la production passe ainsi de 58.000 à un peu plus de 41.000 cedis la tonne. Une décision difficile, mais jugée inévitable par les autorités pour aligner les prix nationaux sur un marché mondial en net repli.

après l'or et le pétrole, représente près de 10 % du PIB et fait vivre environ un million de personnes.

Pour le ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, la baisse du prix payé aux planteurs vise à « refléter la réalité des cours mondiaux » tout en permettant une injection rapide de liquidités dans la filière. L'objectif est double : restaurer la compétitivité du cacao ghanéen et éviter un engorgement du marché.

Une production en deçà des engagements

La crise ne se limite pas aux prix. Lors de la campagne 2023-2024, la production n'a atteint que 432.000 tonnes, bien loin des 786.000 tonnes prévues dans les contrats de vente. Résultat : un déficit estimé à plus d'un milliard de dollars, qui a aggravé les tensions financières.

L'organisme public chargé du secteur, Ghana Cocoa Board (Cocobod), croule sous les dettes et peine à honorer ses paiements aux producteurs.

Des cours mondiaux en chute libre

En moins d'un an, la tonne de cacao est passée d'environ 12.500 dollars à 4.100 dollars. Cette dégringolade a fragilisé l'équilibre économique du secteur. Le cacao, troisième source de devises du pays



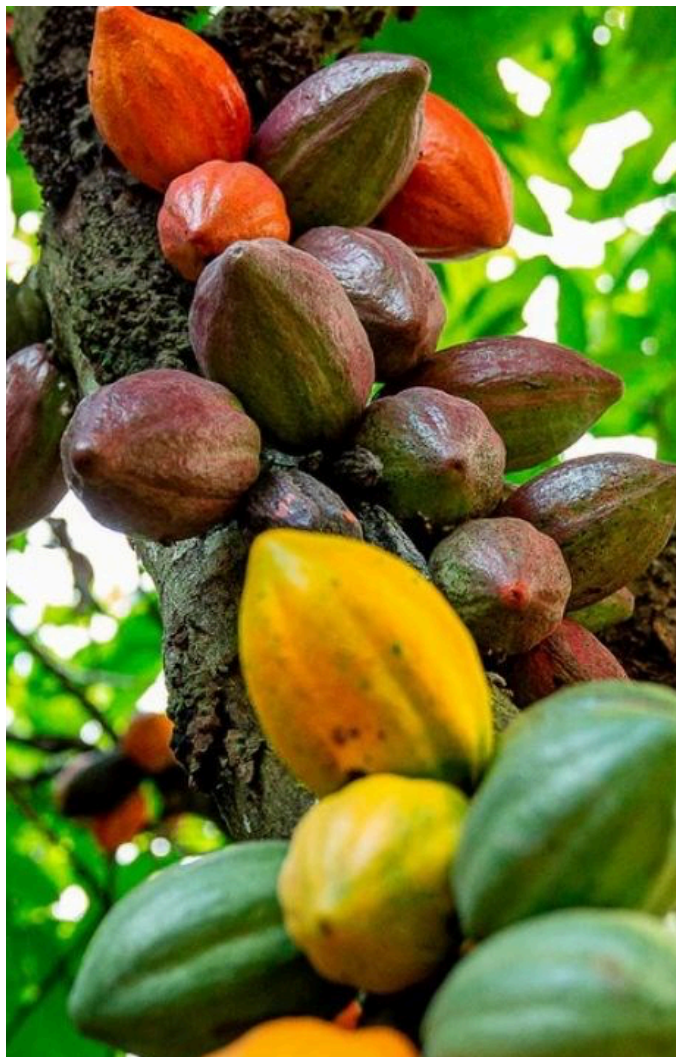
Pour redresser la barre, le gouvernement prévoit de convertir environ 5,8 milliards de cedis de dettes en obligations à long terme, avec l'aval du Parlement.

Vers une réforme structurelle

Au-delà des mesures d'urgence, Accra entend transformer durablement la filière. Un projet de loi devrait garantir aux planteurs au moins 70 % du prix brut à l'exportation, afin de sécuriser leurs revenus. Autre chantier stratégique : l'industrialisation locale.

À partir de la campagne 2026-2027, au moins 50 % des fèves devront être transformées sur place. Une orientation destinée à créer davantage de valeur ajoutée, réduire la dépendance aux exportations brutes et renforcer la résilience du secteur.

Dans un pays de 33 millions d'habitants où le cacao demeure un pilier économique et social, ces réformes apparaissent comme un tournant. Entre ajustements douloureux et ambitions industrielles, le Ghana joue désormais une partie décisive pour préserver l'avenir de son « or brun ».



Côte d'Ivoire : Industrie du textile, Koné Daouda Soukpafo, le « Roi du coton », met la main sur UNIWAX

Une page majeure de l'histoire industrielle ivoirienne se tourne. Dans une opération menée avec une grande discrétion, UNIWAX, acteur historique et emblématique du pagne imprimé en Afrique de l'Ouest, passe désormais sous le contrôle de la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC), propriété de l'homme d'affaires ivoirien Koné Daouda Soukpafo, plus connu sous le surnom de « Roi du coton ».

Cette acquisition stratégique marque un tournant pour l'industrie textile régionale et consacre un peu plus l'ascension fulgurante de ce magnat ivoirien dont l'empire économique ne cesse de s'étendre.

UNIWAX, un symbole industriel régional

Fondée il y a plusieurs décennies, UNIWAX s'est imposée comme l'un des derniers grands bastions de l'industrie textile en Afrique de l'Ouest. Spécialisée dans la production de pagnes imprimés de type wax, la marque a su bâtir une forte notoriété auprès des consommateurs ivoiriens et sous-régionaux, devenant un symbole de qualité et de créativité textile.

Dans un contexte marqué par la concurrence accrue des importations asiatiques et les difficultés structurelles du secteur textile africain, UNIWAX représentait l'un des rares acteurs industriels à maintenir une production locale significative. Le transfert de sa participation majoritaire à la COIC ouvre donc une nouvelle ère pour l'entreprise, désormais intégrée à un conglomérat ivoirien solidement structuré autour de la filière coton.

Une intégration verticale stratégique

L'opération revêt une dimension hautement stratégique. En mettant la main sur UNIWAX, Koné

Daouda Soukpafole réalise une intégration verticale quasi complète de la chaîne de valeur du coton de la production de la fibre à sa transformation industrielle en textile fini.

Déjà incontournable dans la production et la commercialisation du coton à travers la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC), le groupe consolide ainsi son positionnement dans la transformation locale, un axe central des politiques d'industrialisation prônées par les autorités ivoiriennes. Cette acquisition pourrait contribuer à renforcer la compétitivité du textile ivoirien, stimuler la création d'emplois industriels et accroître la valeur ajoutée locale dans une filière stratégique pour l'économie nationale.

Un empire économique en pleine expansion

L'entrée d'UNIWAX dans le giron de la COIC vient enrichir un portefeuille d'activités déjà diversifié. Le groupe Soukpafole étend en effet, ses tentacules bien au-delà du coton, notamment la banque, les BTP, l'énergie. Autant de secteurs où l'homme d'affaires ivoirien a progressivement consolidé sa présence.

Cette stratégie de diversification maîtrisée lui a permis de bâtir l'une des plus importantes fortunes du pays. Selon SIKA Finance, Daouda Soukpafole figure dans le top 10 des hommes les plus riches de Côte d'Ivoire, avec une fortune estimée à environ 92 milliards de FCFA (soit près de 165 millions de dollars américains).

Son ascension illustre l'émergence d'un capitalisme ivoirien puissant, porté par des entrepreneurs locaux capables de reprendre et de développer des actifs industriels stratégiques.

Un signal fort pour la souveraineté industrielle

Au-delà de la dimension financière, cette acquisition envoie un signal fort : celui d'un renforcement du contrôle national sur des actifs industriels clés. Dans un environnement économique marqué par la mondialisation et la compétition internationale, le rachat d'UNIWAX par un groupe ivoirien peut être perçu comme un pas supplémentaire vers la consolidation d'une souveraineté industrielle régionale.

Reste désormais à observer les orientations stratégiques qui seront données à UNIWAX sous sa nouvelle direction à savoir, la modernisation des équipements, l'expansion régionale, la montée en gamme, la conquête de nouveaux marchés à l'export etc. Les enjeux sont nombreux.

Une chose est certaine: avec l'entrée du « Roi du coton » dans son capital, UNIWAX entame un nouveau chapitre de son histoire, à la croisée des ambitions industrielles nationales et des dynamiques économiques régionales.





GRAND FORMAT

CRISE DU CARBURANT AU MALI

SUR LES ROUTES DE L'APPROVISIONNEMENT, LA MORT EN EMBUSCADE !

Crise du carburant au Mali: Sur les routes de l'approvisionnement, la mort en embuscade!

Le Mali, pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, dépend à près de 100% des importations terrestres de carburant (essence, diesel, Kérosène) pour ses besoins économiques et sociaux. Ces importations transitent principalement depuis les pays côtiers voisins comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Guinée, etc.

Mais depuis septembre 2025, une crise majeure du carburant sévit au Mali. Un blocus organisé par le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), groupe armé djihadiste affilié à al-Qaïda cible les routes d'approvisionnement essentielles, attaquant et incendiant des dizaines de camions-citernes transportant du carburant vers Bamako et d'autres villes.

Origines et mécanismes de la crise

En septembre 2025, le JNIM annonce un embargo total sur l'importation de carburant au Mali, bloquant physiquement les itinéraires par lesquels les camions-citernes entrent dans le pays. Depuis lors, plusieurs centaines de camions-citernes sont attaqués ou incendiés, notamment sur les axes entre le nord de la Côte d'Ivoire, le Sénégal et Bamako. Le groupe aurait détruit plus de 130 camions-citernes depuis le début du blocus.

Le JNIM utilise cette stratégie comme une arme stratégique pour affaiblir l'État malien, accroître la pression économique et semer la désorganisation sociale. Selon certaines analyses, cette opération est en partie une réaction à une mesure gouvernementale: la décision malienne d'interdire la vente de carburant en bidons hors stations, visant à couper les approvisionnements clandestins vers les zones djihadistes. C'est cette décision qui aurait déclenché une contre-offensive du JNIM.

Impact sur l'approvisionnement national

La conséquence immédiate du blocus a été une pénurie quasi totale de carburant dans de nombreuses régions, y compris Bamako, la capitale. Stations-service fermées ou carburant très rare, longues files d'attente lorsqu'un camion-citerne arrive, rationnement par l'État envisagé ou mis en place pour répartir équitablement le peu de ressources disponibles. Certains conducteurs doivent attendre jusqu'à plusieurs jours pour quelques litres.

Hausse des prix et impact économique et social

Le blocage a fait exploser les prix du carburant, parfois multipliés par 3 sur le marché noir ou dans certaines stations, rendant encore plus difficile l'accès pour les ménages et entreprises.

Cette situation a gravement impacté l'économie mali



Les transports publics et privés sont depuis lors, ralentis ou arrêtés. Les entreprises incapables de fonctionner correctement sans énergie, des secteurs clés comme l'agriculture, le commerce et l'industrie sont au point mort.

Cette crise énergétique a amené les autorités à prendre des mesures sans précédent. Il s'agit notamment de la suspension des cours dans les écoles et universités pendant plusieurs semaines par manque de carburant pour le transport et les services essentiels.

Des vols sont retardés ou annulés par manque de kérosène. Les pénuries ont également affecté les activités médicales, limitant l'accès aux soins et

ralentissant les opérations d'organisations humanitaires.

Réponses gouvernementales et sécuritaires

Face à la crise, l'armée malienne tente d'escorter des convois de carburant vers la capitale et certaines régions, avec un succès mitigé en raison de l'ampleur des attaques.

Le gouvernement mobilise des milliers de camions pour réduire partiellement les pénuries. Par exemple, plus de 54 millions de litres de carburant ont été importés sur une dizaine de jours en janvier 2026 pour atténuer la crise.



Plusieurs corridors routiers touchés par les blocus et les attaques

Ces différentes mesures sont pourtant loin d'avoir atteint les objectifs escomptés. Le transport routier, déjà fragile, est devenu périlleux. Des armateurs suspendent leurs services liés au Mali invoquant l'insécurité sur les routes. Plusieurs enquêtes, rapports d'actualité et synthèses géopolitiques fiables nous ont permis d'établir une chronologie détaillée et une analyse des principaux corridors routiers touchés par le blocus et les attaques.

Le 3 septembre 2025 marque le début du blocus. C'est en effet, ce jour là, que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, annonce officiellement un blocus des approvisionnements en carburant du Mali. L'objectif revendiqué, est de faire pression sur le gouvernement malien en coupant les importations pétrolières. L'opération prend de l'ampleur le 14 septembre 2025 dans la région de Kayes où s'est déroulée l'une des premières attaques marquantes. Plus de 80 camions-citernes transportant du carburant depuis le Sénégal vers Bamako sur l'axe de la RN1, sont incendiés et détruits malgré l'escorte militaire initiale.

Septembre – octobre 2025 : multiplication des attaques

Entre septembre et octobre 2025, les attaques s'intensifient sur les principales routes d'accès au Mali, notamment des axes reliant Bamako aux ports d'Abidjan (Côte d'Ivoire), Dakar (Sénégal) et Conakry (Guinée), où transitent la majorité des carburants importés. Plus de cent camions-citernes sont incendiés ou neutralisés par les groupes armés sur ces axes.

S'il est vrai que le 25 novembre 2025, un convoi de 82 camions-citernes en provenance du Niger et escorté militairement, est arrivé à Bamako après un voyage de 1 400 km, apportant un répit très limité à l'approvisionnement, le blocus n'est toutefois pas levé. Les flux classiques de carburant restent fortement perturbés. Selon certaines analyses, plus de 300 camions-citernes ont été détruits sur l'ensemble des axes principaux depuis le début du blocus.

Un bilan humain tragique : chauffeurs routiers ciblés

La crise du carburant au Mali n'a pas seulement affecté l'économie ou les habitudes quotidiennes des Maliens. elle a aussi transformé les routes en véritables zones de guerre pour les chauffeurs routiers.

Selon des informations récentes, au moins 27 chauffeurs de camions-citernes ont été tués lors d'attaques jihadistes alors qu'ils tentaient de ravitailler le pays en carburant. Ces chauffeurs et apprentis, exposés à des embuscades, des incendies de convois ou des exactions sur les axes dangereux, ont péri dans l'exercice de leur travail.

Les autorités maliennes ont d'ailleurs reconnu ce sacrifice en décernant des distinctions honorifiques à ces chauffeurs décédés, ainsi qu'à plusieurs camionneurs blessés et responsables syndicaux pour leurs efforts dans la gestion de la crise.

Ce bilan ne représente qu'une estimation minimale, tant il est difficile d'obtenir des chiffres exhaustifs dans un contexte où de nombreux incidents se produisent loin des centres urbains et restent peu couverts par les médias internationaux. Les escortes militaires, bien qu'en place, n'ont pas toujours pu prévenir les attaques, du fait de la multiplicité des fronts et de la dispersion des routes. Dans certains cas, les corps des chauffeurs tués ont été retrouvés abandonnés au bord de la route, témoignant du degré de violence et d'impunité qui règne sur ces axes stratégiques.

En définitive, la crise du carburant au Mali n'est pas qu'une simple question logistique. Elle représente un symptôme d'une crise sécuritaire plus vaste qui affecte chaque segment de la société. Derrière les files d'attente et les coupures d'essence, ce sont des hommes et des femmes notamment des chauffeurs routiers, qui payent le prix fort, souvent avec leur vie.

La reconnaissance officielle de ces chauffeurs tués, bien que symbolique, met en lumière leur rôle essentiel dans la résilience du pays face à cette crise d'une violence inédite.



01 GABON
Piraterie au large de Libreville, un chalutier gabonais attaqué, neuf marins enlevés

02 NIGER
Pour avoir refusé d'acheminer du carburant vers le Mali, une trentaine de transporteurs lourdement sanctionnés par les autorités

03 NIGERIA
Face aux jihadistes, Abuja reçoit un important lot de matériel militaire de Washington

04 CAN 2025
Sénégal – Maroc pour une finale de feu

SENEGAL : BOURSES IMPAYÉES, UN ÉTUDIANT EN MÉDECINE PERD LA VIE LORS DES HEURTS AVEC LA POLICE À L'UNIVERSITÉ CHEICK ANTA DIOP DE DAKAR.

L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar s'est réveillée sous le choc. Abdoulaye Ba, étudiant en deuxième année de médecine, a perdu la vie lundi 9 février 2026 à la suite de violents heurts survenus sur le campus, alors que des étudiants manifestaient pour réclamer le paiement de leurs bourses en retard.

Le décès a été confirmé mardi par le gouvernement sénégalais. Dans un communiqué, la porte-parole de l'exécutif, Marie-Rose Khady Fatou Faye, a évoqué des "événements graves" sans livrer, pour l'heure, de détails précis sur les circonstances exactes de la mort du jeune étudiant.

Une mobilisation qui dégénère

Depuis plusieurs mois, les universités sénégalaises sont régulièrement secouées par des mouvements de protestation liés aux retards de paiement des bourses étudiantes. À l'UCAD, ces revendications ont de nouveau conduit à une mobilisation, rapidement tendue.

Selon les informations disponibles, la présence des forces de sécurité sur le campus a donné lieu à des affrontements avec des étudiants. C'est dans ce contexte que le drame s'est produit. Les causes exactes du décès d'Abdoulaye Ba restent à déterminer, alimentant l'émotion et l'inquiétude au sein de la communauté universitaire.

L'État promet des éclaircissements

Face à l'émoi suscité par cette mort, le gouvernement a présenté ses condoléances à la famille de l'étudiant, à ses proches et à l'ensemble du monde universitaire. Les autorités appellent également au calme et à la responsabilité, alors que la tension demeure palpable sur le campus.

L'exécutif assure qu'une enquête permettra de faire "toute la lumière" sur les circonstances du décès et d'établir les responsabilités, une attente forte chez les étudiants et les enseignants.



Une question sociale toujours explosive

Au Sénégal, la bourse universitaire représente bien plus qu'une aide financière : pour de nombreux étudiants, elle conditionne l'accès à la nourriture, au logement et, tout simplement, la poursuite des études. Les retards récurrents de paiement cristallisent ainsi une frustration profonde.

La mort d'Abdoulaye Ba risque de raviver durablement les tensions dans l'enseignement supérieur. Au-delà de l'enquête annoncée, la communauté universitaire attend désormais des réponses concrètes pour régler durablement la question du paiement des bourses des étudiants.

GABON : ÈVE DES ENSEIGNANTS, OLIGUI NGUEMA DESCEND DANS LES LYCÉES DE LIBREVILLE POUR DÉSAMORCER LA CRISE

L'image se voulait forte et symbolique. Lundi 9 février au matin, Brice Clotaire Oligui Nguema a fait une apparition remarquée dans deux grands établissements publics de Libreville : le lycée Omar Bongo et le lycée Léon Mba. Levée des couleurs, échanges avec les élèves, discours aux enseignants..., le président de la République du Gabon a choisi le terrain scolaire pour tenter de mettre un terme à une grève qui paralyse l'éducation nationale depuis plus d'un mois.

Face à une communauté éducative épuisée, le chef de l'État a mis en avant son parcours personnel pour établir un lien. « Fils d'enseignant », a-t-il rappelé, promettant de prendre en charge les difficultés du secteur « méthodiquement et progressivement ». Un message d'apaisement, alors que la colère des enseignants ne faiblit pas et que de nombreuses salles de classe restent désertées dans la capitale.

Une reprise sous tension

Si la présence présidentielle a marqué les esprits, elle n'a pas suffi à convaincre les grévistes. Dans plusieurs lycées publics, les cours n'ont pas repris normalement. Des enseignants dénoncent même un climat de pression croissante. Au lycée Léon Mba, des notes administratives évoquent un contrôle de présence des enseignants et des élèves afin d'imposer une reprise effective des activités pédagogiques.

Ces méthodes sont vivement critiquées par le collectif SOS Education, à l'origine du mouvement. En janvier, l'arrestation de deux figures de la mobilisation, Marcel Libama et Simon Ndong Edzo, avait provoqué une onde de choc dans le milieu éducatif. Leur libération, une semaine plus tard, n'a toutefois pas permis de désamorcer la crise.

Une précarité devenue insoutenable

Au cœur du conflit, une revendication centrale : le pouvoir d'achat. Les enseignants dénoncent le gel des salaires depuis près d'une décennie, dans un contexte de hausse continue du coût de la vie. Un instituteur débutant gagne environ 350 000 francs CFA par mois, un revenu jugé insuffisant dans un pays où l'inflation moyenne a atteint 2,6 % par an entre 2016 et 2024.

Cette érosion progressive des revenus a contribué à élargir le mouvement, lancé début décembre et désormais suivi dans plusieurs régions du pays. Pour beaucoup d'enseignants, la grève est devenue le seul moyen de se faire entendre.

Un accord qui ne convainc pas

Le 19 janvier, le gouvernement a pourtant annoncé un accord avec certains syndicats, prévoyant la régularisation de 4 000 enseignants d'ici au 25 février. Une mesure jugée largement insuffisante par SOS Education, alors que le Gabon compte au moins 16 000 enseignants selon le Syndicat national de l'éducation nationale (SENA).

En l'absence de garanties



plus larges sur les salaires et les statuts, le collectif a décidé de maintenir la grève. La dernière crise majeure du secteur remontait à 2022, dans les derniers mois du pouvoir d'Ali Bongo, renversé en août 2023 par le coup d'État mené par le général Oligui Nguema.

Une sortie de crise encore incertaine

En se rendant dans les lycées, le président de la transition a voulu montrer qu'il prenait la mesure de l'urgence. Mais sur le terrain, enseignants et élèves attendent désormais des actes concrets. Alors que l'année scolaire est sérieusement compromise, l'exécutif joue une partie délicate : rétablir les cours sans ignorer des revendications sociales profondes.

La reprise effective des enseignements dépendra moins des symboles que de concessions tangibles, capables de restaurer la confiance entre l'État et un corps enseignant à bout de souffle.



Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Amen!

Hamaniè

Libula

BRICS & CO

De Novo

ALMASI

Sakaf

le gbéré écolo!

African Medical Review

AFRICA

Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N° 086 - 13/02/2026